

RAYMOND CREYTENS O.P., *Commentaires inédits d'Humbert de Romans sur quelques points des Constitutions dominicaines.*, in «Archivum Fratrum Praedicatorum» (ISSN 0391-7320), 21, (1951), pp. 197-214.

Url: <https://heyjoe.fbk.eu/index.php/afp>

Questo articolo è stato digitalizzato della Biblioteca Fondazione Bruno Kessler, in collaborazione con l'Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum all'interno del portale [HeyJoe](#) - *History, Religion and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe è un progetto di digitalizzazione di riviste storiche, delle discipline filosofico-religiose e affini per le quali non esiste una versione elettronica.

This article was digitized by the Bruno Kessler Foundation Library in collaboration with the Institutum Historicum Ordinis Praedicatorum as part of the [HeyJoe](#) portal - *History, Religion, and Philosophy Journals Online Access*. HeyJoe is a project dedicated to digitizing historical journals in the fields of philosophy, religion, and related disciplines for which no electronic version exists.



## Nota copyright

Tutto il materiale contenuto nel sito [HeyJoe](#), compreso il presente PDF, è rilasciato sotto licenza [Creative Commons](#) [Attribuzione-Non commerciale-Non opere derivate 4.0 Internazionale](#). Pertanto è possibile liberamente scaricare, stampare, fotocopiare e distribuire questo articolo e gli altri presenti nel sito, purché si attribuisca in maniera corretta la paternità dell'opera, non la si utilizzi per fini commerciali e non la si trasformi o modifichi.

## Copyright notice

All materials on the [HeyJoe](#) website, including the present PDF file, are made available under a [Creative Commons](#) [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](#). You are free to download, print, copy, and share this file and any other on this website, as long as you give appropriate credit. You may not use this material for commercial purposes. If you remix, transform, or build upon the material, you may not distribute the modified material.



COMMENTAIRES INÉDITS D'HUMBERT DE  
ROMANS SUR QUELQUES POINTS DES  
CONSTITUTIONS DOMINICAINES

PAR

RAYMOND CREYTENS O. P.

Le recueil XIV. A. 3 des Archives générales de l'Ordre des Prêcheurs à Rome, appelé parfois *Codex Ruthenensis Bernardi Guidonis*<sup>1</sup>, est bien connu des historiens de l'Ordre, en particulier de ceux qui se sont occupés des œuvres littéraires de Bernard Gui. C'est un manuscrit en parchemin, écrit dans les premières années du 14<sup>e</sup> siècle, qui contient plusieurs ouvrages importants du chroniqueur dominicain, entre autres son traité « De quatuor in quibus Deus Predicatorum ordinem insignivit »<sup>2</sup>, le « Catalogus magistrorum ordinis Predicatorum et priorum provincialium provincie Provincie et Tholosane<sup>3</sup>, provincie Francie<sup>4</sup> et Dacie »<sup>5</sup>, enfin un recueil des actes des chapitres généraux de 1220 à 1314<sup>6</sup>.

A la fin du volume on lit ensuite un petit traité, intitulé: « Questiones circa statuta ordinis Predicatorum » (pp. 479-490). Ces questions, res-

<sup>1</sup> Ne pas confondre notre recueil avec le *Codex Ruthenensis miscellaneus*, conservé aux mêmes Archives sous la cote XIV. A. 4; cf. D. Planzer, De codice ruthenensi miscellaneo in Tabulario ordinis Praedicatorum asservato, dans Archivum fr. Praed. XV (1935) 5 ss. Le manuscrit XIV. A. 3 provient du couvent dominicain de Rodez — d'où son nom — où il se conservait jusque vers la moitié du 18<sup>e</sup> siècle; Planzer, De codice, 19.

<sup>2</sup> Th. Kaeppli, De quatuor in quibus Deus Praedicatorum ordinem insignivit (Mon. O. P. hist. XXII), Romae 1949.

<sup>3</sup> E. Martène-U. Durand, Veterum scriptorum... amplissima collectio, t. VI, Parisiis 1729, 398-436.

<sup>4</sup> G. Meersseman, Laurentii Pignon catalogi et chronica (Mon. O. P. hist. XVIII), Romae 1936, 79 s.

<sup>5</sup> Cf. J. Gallén, La province de Dacie de l'ordre des Frères Prêcheurs, Helsingfors, 1946, 13 ss.

<sup>6</sup> B. M. Reichert, Acta capitulorum generalium ordinis Praedicatorum (Mon. O. P. hist. III-IV), Romae 1898-9.

tées inédites, touchent l'interprétation de quelques points des Constitutions dominicaines. Etant donné l'intérêt qu'elles présentent pour l'histoire de la législation dominicaine, nous avons cru bon de les publier ci-après.

Le traité ne porte malheureusement pas de nom d'auteur. Il commence immédiatement par l'énumération des cinq questions qui feront l'objet de la discussion, dont voici la première: « Quesitum est primo, utrum ex professione simus obligati ad regulam et constitutiones vel solum ad obedientiam » (p. 479). Il finit par ces mots significatifs: « Illud tamen sciat vestra dilectio quod nos, cum vacat, libenter studemus circa quedam que ad nostram religionem pertinent, et iam circa regulam et constitutiones nostras quedam expedivimus, etc. (sic). Explicunt questiones circa statuta ordinis fratrum predicatorum » (p. 490).

A lire cette finale, on devine sans peine l'origine et le caractère de l'ouvrage. Interrogé par quelqu'un dont on ignore le nom, l'auteur répond par lettre aux cinq questions qu'on lui a posées. Plus tard, avant de la mettre en circulation, quelqu'un en a enlevé l'adresse et l'épilogue, et remplacé ce dernier par un colophon commun. On ne peut que regretter cette amputation; l'adresse ou la salutation finale nous auraient sans doute fait connaître le destinataire et l'auteur de la lettre, sa date de composition et peut-être d'autres particularités concernant ses origines. Il est certain que l'auteur de cette lettre n'est pas un simple frère, mais un personnage important dans l'Ordre, quelqu'un qui jouissait d'une grande autorité, sinon qui aurait fait appel à sa compétence dans une affaire aussi importante, et délicate en même temps! Les cinq questions qu'on lui pose touchent en effet l'essence même de la vie religieuse et disciplinaire de l'Ordre. Dans une première question on lui demande si les frères Prêcheurs sont tenus, en raison de leur profession, à observer la règle et les constitutions ou seulement à obéir aux préceptes de leurs supérieurs. Ensuite, si les injonctions des supérieurs obligent également sous péché (q. 3); enfin, dans ce même ordre d'idées, ce qu'il faut penser de l'obligation et de la durée des *Admonitiones* qu'on fait dans les chapitres généraux ou provinciaux (q. 2). Une quatrième question concerne la correction fraternelle: faut-il dans la correction des fautes vénielles appliquer le même procédé que pour les péchés mortels, c'est-à-dire avertir d'abord le coupable secrètement avant de l'accuser en public? Dans la dernière enfin, on désire savoir de quel pouvoir disposent les supérieurs dans l'administration des biens temporels de l'Ordre.

La gravité de ces questions et l'importance de leurs solutions pour la discipline de l'Ordre, nous obligent à chercher l'auteur du traité dans

un cercle bien déterminé et limité. Peu, en effet, étaient les frères qui jouissaient d'une autorité telle à pouvoir imposer, dans une matière aussi délicate, leurs vues aux consciences des confrères. Qui était ce maître?

Interrogeons d'abord la tradition manuscrite pour voir si elle ne peut pas résoudre la question ou tracer une piste à suivre qui aiderait à identifier ce personnage. Les témoignages de cette tradition sont malheureusement très rares. Un premier exemplaire que nous avons pu trouver de notre traité est celui qui se conserve à la Bibliothèque municipale de Besançon sous la cote 388. Le dit manuscrit est un recueil du 15<sup>e</sup> siècle, contenant en grande partie des œuvres de Jean Nider O. P. Notre traité y occupe les ff. 227<sup>v</sup>-233<sup>v</sup>. Il n'est pas marqué dans la description qu'Auguste Castan donna du dit manuscrit, l'auteur l'ayant considéré comme appartenant à l'opuscule *De secreto* qui le précède immédiatement<sup>7</sup>. De fait aucun signe extérieur ne marque la distinction entre les deux traités; après l'explicit du *De secreto* « non concordant alii magistri cum fratre thoma. Explicit » (f. 227<sup>v</sup>), on continue sans interligne: « Incipiunt questiones circa statuta ordinis fratrum predicatorum. Quesitum est primo, utrum ex professione simus obligati ad regulam et constitutiones vel solum ad obedientiam ». Mais ce manuscrit, comme le texte du *Codex Ruthenensis*, est malheureusement anonyme; il ne pourra donc pas nous aider à identifier l'auteur.

Il faut en dire autant de l'exemplaire conservé à la Bibliothèque municipale de Grenoble, ms. 587, ff. 101-107 (sec. XV). Le traité y est également anonyme, et la diversité des pièces qui composent le recueil, rend toute identification impossible.

Enfin un dernier exemplaire des *Questiones* se conservait jadis à la Bibliothèque du couvent dominicain des SS. Jean et Paul de Venise, mais on en a perdu toute trace. Notre traité était inséré dans le recueil, coté C, sous le titre suivant: « Quaestiones V circa statuta O. P. cum suis resolutionibus. Incip. Quaesitum est primo utrum ex professione simus obligati ad Regulam, etc. — Ad finem: « Expliciunt quaestiones circa statuta Ord. Praed. »<sup>8</sup>. Mais comme le ms. C est un

<sup>7</sup> Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France, t. XXXII, P. I., Paris 1897, 228: « Fol. 226. Questiones que sequuntur fuerunt propositae in capitulo generali Parysius celebrato... Questio prima fuit talis: Esto quod unus fratrum accusat alium... » — « circa regulam et constitutiones nostras quedam expeditivimus. Explicit ».

<sup>8</sup> D. M. Berardelli, *Codicum omnium latinorum et italicorum qui manuscripti in bibliotheca SS. Ioannis et Pauli Venetiarum apud PP. Praedicatores asservantur catalogus*, dans *Nuova Raccolta d'opuscoli scientifici e filologici*, vol. 32, fasc. 6, Ve-

recueil d'ouvrages issus de la main de différents auteurs dont plusieurs anonymes, il n'est guère possible d'avancer la moindre hypothèse sur l'auteur de notre traité.

Vers la fin du siècle passé, quelques historiens ont essayé de percer l'anonymat, et ont cru, pour des raisons qu'on dira tout à l'heure, de pouvoir attribuer le traité à Bernard Gui. Le premier qui proposa cette identification était le P. V. Ligiez, archiviste de l'Ordre. En 1894 le chanoine C. Douais annonça au monde savant la découverte de ce nouvel écrit de Bernard Gui<sup>9</sup> et trois ans plus tard le P. P. Mothon en parla déjà comme d'une chose certaine<sup>10</sup>. Mais la thèse trouva bientôt ses contradicteurs surtout dans la personne d'Antoine Thomas, spécialiste des œuvres littéraires de Bernard Gui<sup>11</sup>. Il soumit le traité à un examen attentif et conclut son étude par ces mots péremptoires: « Nous ne savons quel en est l'auteur, mais l'attribution à Bernard Gui ne saurait être acceptée ». G. Mollat semble aussi du même avis, car dans son article sur Bernard Gui, il ne mentionne pas les « Questions » parmi les œuvres authentiques du chroniqueur dominicain<sup>12</sup>.

Comment le P. Ligiez était-il arrivé à cette singulière opinion? La tradition manuscrite ne lui donnait, en tout cas, aucun point d'appui en faveur de cette attribution. Le traité se trouve, il est vrai, à la fin d'une série d'ouvrages de Bernard Gui, mais ce fait seul n'a pas la valeur d'un argument décisif. De fait, l'opinion du P. Ligiez se basait sur des preuves plus solides. En examinant le traité, il était tombé sur un passage qui, à ses yeux, équivalait à la signature de Bernard Gui. Dans la question sur la durée de l'obligation des *Admonitiones* des chapitres, l'auteur dit entre autres: « Quinto. Quod isti subponunt est falsum in-

nezia 1778, pp. 116-123. La description du ms. C a été réimprimée dans *Archivum fr. Praed.* VII (1937) 300-304. — Notons que la première partie du ms. C (ff. 1-92) se trouve actuellement à la bibliothèque du séminaire historique de l'université de Berlin; cf. Th. Kaeppli, *Acta capitulorum provinciae Lombardiae (1254-1293) et Lombardiae inferioris (1309-1312)*, dans *Archivum fr. Praed.* XI (1941) 138; id., *De quatuor in quibus*, p. vi.

<sup>9</sup> C. Douais, *Acta capitulorum provincialium ordinis fratrum Praedicatorum*, Toulouse 1894, p. civ.

<sup>10</sup> *Analecta s. ord. frat. Praed.*, t. III (1897) 35: « Concludit igitur B. Humbertus, declarando *Admonitiones* vi perpetua pollere, licet inferiori *Constitutionum* auctoritati. Et idem tenet Fr. Bernardus Guidonis in tractatu speciali adhuc inedito quod *Archivo Generali Ordinis Romae in Codice Ruthenensi* extat ».

<sup>11</sup> A. Thomas, article « Bernard Gui » dans *Histoire littéraire de la France*, t. XXXV, Paris 1921, 231.

<sup>12</sup> *Dictionnaire d'hist. et de géogr. ecclés.*, t. VIII, 677.

dubitanter; non enim est futura admonicionum intolerabilis multitudo sicut ipsi timent; et dum michi hoc constat qui collegi fere omnes admoniciones capitulorum generalium ab inicio ordinis et multorum capitulorum provincialium et tamen vix continent tria folia ». <sup>13</sup> Qui, autre que Bernard Gui avait fait des collections pareilles? Le P. Ligiez croyait donc pouvoir écrire en marge de l'explicit du traité <sup>14</sup>: « auctore Bernardo Guidonis ut videtur ex dictis p. 444. Quinto. » c'est-à-dire le passage que nous venons de reproduire.

Nous ne savons ce que A. Thomas a pensé de cet argument; il n'en dit rien et se contente de nier la conclusion du P. Ligiez. Il n'en reste pas moins vrai que l'argument a de la valeur et mérite de retenir l'attention.

Observons tout d'abord contre le P. Ligiez, que l'auteur ne dit pas qu'il a ramassé les *Actes* des chapitres généraux et provinciaux, mais les *Admonitiones*, contenues dans ceux-ci. Or de telles collections n'étaient pas rares au moyen âge; chaque couvent, en effet, devait en avoir un exemplaire d'après les prescriptions des chapitres généraux et la coutume de l'Ordre <sup>15</sup>. Mais le « Liber admonicionum » dont il est question dans notre traité, semble quand même être quelque chose de plus général que ce genre de collections, car on y parle d'une collection d'avertissements, pris des actes des chapitres provinciaux de *plusieurs* provinces. Ceci fait plutôt penser à un recueil fait par quelqu'un pour ses propres besoins. Bernard Gui, qui avait le goût de ce genre d'ouvrages, aurait donc bien pu compiler un livre pareil. Mais le mince volume que remplissaient ces avertissements — trois feuillets ou six pages — ne permet guère de penser à lui comme auteur de cette collection; à l'époque où écrit Bernard Gui, l'ensemble de ces *Admonitiones* occupait au moins le double sinon plus. Il faut donc chercher l'auteur dans une époque antérieure.

Le caractère tout spécial de notre traité s'oppose peut-être aussi à la thèse du P. Ligiez. Bernard Gui était certes un homme estimé dans l'Ordre, connaisseur des institutions et de la tradition de l'Ordre, mais jouissait-il d'une aussi forte autorité qu'on l'aurait consulté dans ces délicates questions de conscience? Ce serait un côté de sa vie qu'on ne

<sup>13</sup> Voir plus loin p. 209.

<sup>14</sup> Cod. Ruth. XIV. A. 3 p. 490.

<sup>15</sup> Chap. gén. 1254: « Monitiones vero capitulorum generalium vel provincialium in aliquo certo libello scribantur quolibet anno »; Mon. O. P. hist. III, 69; Humberti de Romanis, Opera de vita regulari, ed. J. J. Berthier, t. II, Romae 1889, 8.

connaîtrait pas encore. Mais cette fonction de juge et de conseiller s'applique bien mieux, on en conviendra, à Humbert de Romans († 1277), maître général de l'Ordre et auteur de plusieurs ouvrages dont les thèmes coïncident avec les questions de notre traité. Le dominicain Louis Mesplède, provincial d'Occitaine, y a pensé bien avant nous. Il écrivait déjà, il y a plus de trois siècles: «Scribebat B. Humbertus (in disputatione Ms. que exstat apud Bernardum Guidonis): non esset timendum quod aliquando multitudo admonitionum capitulorum generalium intolerabilis foret, quod a prudentibus etiam olim metuebatur. Ait enim: «et de huiusmodi mihi constat qui collegi fere omnes admonitiones capitulorum generalium ab initio ordinis et multorum capitulorum provincialium et tamen vix continent tria folia»<sup>16</sup>. Il n'y a pas de doute que le P. Mesplède entende parler de notre traité. Tout fait croire qu'il l'a lu dans le *Codex Ruthenensis* avant que celui-ci ne passât aux Archives de l'Ordre. On regrette seulement que le provincial n'indique pas les raisons de son attribution. Avait-il des preuves directes tirées de documents contemporains? Ou reflète-t-il seulement l'opinion commune de son temps? Il est possible aussi qu'il n'ait eu d'autres preuves que celles que lui fournissait la critique interne du traité. Celles-ci étaient en effet plus que suffisantes; nous y souscrivons sans tarder. Voici la finale du traité: «iam circa regulam et constitutiones nostras quedam expedivimus». Quiconque connaît l'histoire littéraire de l'Ordre au 13<sup>e</sup> siècle ne pourra ne pas voir dans ces mots une signature d'Humbert de Romans. Celui-ci commenta la règle et les constitutions dans son «Expositio Regulæ B. Augustini»<sup>17</sup> et son «Expositio super constitutiones fratrum Predicatorum»<sup>18</sup>, et on ne connaît aucun autre dominicain qui, vers la même époque, composa des ouvrages pareils. Humbert jouissait en outre d'une autorité incontestable en ces matières telle que la suppose le caractère de notre traité, ce qui reste impossible à prouver du dominicain anonyme qui éventuellement aurait composé des œuvres semblables et dont on a perdu toute trace. On peut donc admettre sans grand risque de se tromper, qu'Humbert de Romans est l'auteur des

<sup>16</sup> L. Mesplède O. P., *Commonitorium de recta et necessaria reformatione et renovatione Ord. Fr. Praedicatorum in Galliis per capitulum generalissimum instituenda*, Cadurci (1644), 39. — Sur Louis Mesplède, voir A. Mortier, *Histoire des maîtres généraux de l'Ordre des Frères Prêcheurs*, t. VI, Paris 1913, 221, 321, 340, 406, 485.

<sup>17</sup> B. Humberti de Romanis, *Opera de vita regulari*, t. I, 43-633.

<sup>18</sup> *Opera de vita regulari*, t. II, 1-178. Le commentaire resta inachevé à cause de la mort de l'auteur en 1277.

« Questiones ». Les problèmes qu'il discute dans l'opuscule, étaient d'ailleurs à l'ordre du jour dans le dernier quart du 13<sup>e</sup> siècle. On discutait sur ces questions dans les écoles, pas toujours avec la discrétion nécessaire, faut-il croire, car le chapitre provincial de la province de Provence tenu à Montpellier en 1278 se voyait obligé d'intervenir: « Interdicimus fratribus universis ne in scolis questiones proponant vel lectores recipiant que ad interpretationem privilegiorum nostrorum vel intellectum constitutionum nostrarum pertinere noscantur »<sup>19</sup>. Allusion manifeste à la question de l'obligation de la règle et des constitutions soulevée dans notre traité. Le problème de la durée de l'obligation des *Admonitiones* des chapitres agitait également les consciences vers la même époque. Pour couper court à toute discussion à ce sujet, les Pères capitulaires, réunis à Oxford en 1280, déclarèrent que les ordinations des chapitres, généraux ou provinciaux, avaient force de loi jusqu'à révocation<sup>20</sup>. La solution, au lieu d'apaiser les consciences, y jeta le trouble, à tel point que les capitulaires du chapitre suivant (Florence 1281)<sup>21</sup> se virent obligés d'annuler la décision prise à Oxford. La question était donc de nouveau ouverte. On comprend aisément que dans cet état de choses, les frères aient recouru à un maître expérimenté comme Humbert de Romans pour lui demander conseil.

Mais il y a d'autres arguments encore en faveur de la paternité d'Humbert. L'auteur des « Questiones » défend les mêmes thèses et souvent avec les mêmes mots que celles que patronne Humbert de Romans dans ses commentaires sur la Règle et les Constitutions. Voici, à titre d'exemple, un extrait des deux traités sur l'obligation des constitutions.

Expositio super Constitutiones O. P.

« Sicut in iis quae proponuntur nobis in lege divina, quaedam sunt quae adeo obligant quod transgrediendo ea quis peccat mortaliter; quaedam quae transgrediendo, venialiter; quaedam quae transgrediendo, nullo modo, quia sunt solum incitationes; ita aestimandum est in regulis et statutis, quae viri spiritum

Questiones circa statuta O. P.

« Est ergo triplex genus obligationum professorum ad suas regulas et statuta. Magna quoad illa quorum transgressio est mortaliter, minor quoad illa quorum transgressio est venialis, minima quoad illa quorum transgressio nullum est peccatum, sed potest esse si premissa obedientia hoc imponatur. Et est simile in

<sup>19</sup> Douais, Acta capitulorum, 223-4, n. 12.

<sup>20</sup> Mon. O. P. hist. III, 210.

<sup>21</sup> Mon. O. P. hist. III, 213-4.

Dei habentes tradiderunt, esse quaedam quae non intenderunt sic tradere ut semper obligarent ad culpam. Quis enim audeat dicere quod sanctus Augustinus, plenus discretionis spiritu, intenderit obligare ad demandum carnis ieiuniis quantum valetudo permetteret, et non solum ad hoc incitare? et sic in aliis multis.

Quae autem obligent, et quae non, in spiritu discretionis cognosci potest, et ex ratione consideranti quae dicuntur, et qualis praesumenda est intentio dicentium, et ex iis quae alibi dicuntur; sicut accidit etiam circa haec quae in lege dicuntur divina »<sup>22</sup>.

Scriptura divina que dicitur lex a ligando. In illa enim preponuntur nobis quaedam quorum transgressio est mortalis, quaedam vero quorum transgressio est venialis, quaedam vero quorum transgressio est nullum peccatum in se, sed tamen potest esse peccatum in casu, sicut apparet in consiliis multis. Propter quod oportet dicere quod sicut sunt ista in lege a Deo posita scilicet divina, que sunt incitamenta ad bonum, et in casu potest eorum transgressio esse peccatum, eodem modo potest esse seu accidit in lege assumpta, scilicet in regulis et statutis patrum...

Quomodo enim vir Dei (scilicet Augustinus) plenus Spiritu sancto et discretionem intenderet singulos articulos regule ponere sub precepto! Dicendum quod non intelligebat omnia esse precepta realiter. Alia vero sunt que non sunt precepta realiter nec in modo, sed sunt incitamenta ad bonum ut est illud « Omni petenti te tribue » in lege divina, et in Regula Augustini « carnem vestram domate ieiuniis » etc.

Rationis igitur bene dispositae est considerare quis loquitur, et de quo et quibus loquitur et ad quid, et ad huiusmodi circumstantias et ex hiis elicere iudicium de verbo proposito utrum sit preceptum vel non, utrum obliget in aliquo vel in nullo »<sup>23</sup>.

On dira peut-être qu'un autre écrivain, Bernard Gui p. ex., a pu s'inspirer des travaux d'Humbert de Romans. Cela est à peine admissible pour Bernard Gui qui cite toujours soigneusement ses sources.

<sup>22</sup> Opera de vita regulari, II, 50.

<sup>23</sup> Voir plus loin p. 208.

Ensuite, n'importe quel auteur aurait été très heureux de pouvoir justifier ses opinions par l'autorité d'un maître comme Humbert de Romans.

L'ensemble de ces considérations ne permet guère plus de douter sur l'auteur des « *Questiones circa statuta Ordinis Predicatorum* ». Humbert de Romans, et lui seul, a composé les ouvrages auxquels renvoie l'auteur à la fin de son opuscule (Commentaires sur la Règle et les Constitutions); Humbert de Romans défend dans ces derniers — et parfois avec les mêmes mots — des thèses identiques à celles qui font l'objet des *Questiones*.

Il est vrai que les premiers bibliographes de l'Ordre ne citent jamais notre opuscule parmi les ouvrages authentiques du maître général. Mais ce silence s'explique peut-être par la destination privée du traité. La lettre ne fut probablement mise en circulation qu'après qu'on en eût amputé l'adresse et l'épilogue.

[HUMBERTI DE ROMANIS O. P.]

QUESTIONES CIRCA STATUTA ORDINIS PREDICATORUM

(Rome, Tab. O. P. cod. XIY. A. 3, pp. 479-490)<sup>1</sup>

Quesitum est primo: Utrum ex professione simus obligati ad regulam et constituciones vel<sup>2</sup> solum ad obedienciam. Si enim obligamur, videtur quod faciendo contra, peccamus mortaliter. Si non obligamur, in nullo pec-

<sup>1</sup> Nous publions le texte du traité tel qu'il se conserve dans le manuscrit des Archives de l'Ordre (= R). Nous n'avons tenu aucun compte du ms. de Besançon (= B) — ni du ms. de Grenoble que nous repérons seulement au dernier moment — sauf en quelques cas exceptionnels. Le premier (B) offre en effet un texte remanié. Pour alléger la phrase et la rendre plus coulante, le copiste a opéré souvent des changements dans le texte: inversions, abréviations, corrections, voire remaniements de phrases qui, dans certains cas, ont fini par trahir la pensée de l'auteur. C'est ainsi que le copiste écrit à la fin du traité: « *Libenter studemus circa quedam que ad nostram religionem pertinent; iam ergo circa regulam et constituciones nostras quedam expeditivimus* » (B fol. 233<sup>r-v</sup>). Le ms. R porte au contraire: « *que ad nostram religionem pertinent et iam circa regulam et constituciones nostras quedam expeditivimus* » (cf. p. 214). Au lieu donc de renvoyer à ses œuvres antérieures (Commentaires sur la Règle et les Constitutions), l'auteur, d'après la leçon B, entend seulement parler des « Questions » qu'il vient de discuter. — Notons encore que nous avons corrigé sans avertir quelques petites fautes d'orthographe sans importance, telles que *subiescit* pour *subiecti*, *disposnit* pour *disponit*.

<sup>2</sup> vel B, om. R.

camus nisi imponatur nobis per preceptum. Preterea non poterimus puniri sine iniuria, si non obligamur ad ea, propter eorum transgressionem.

Secundo: Utrum admoniciones capitulorum nostrorum durent ultra annum. Si enim durent ultra annum, videtur quod infra breve tempus tot erunt quod erunt intolerabiles. Si autem non durent ultra, non sunt puniendi fratres post annum ex eorum transgressionem. Immo videtur quod numquam, cum non obligent ad culpam.

Tercio quesitum est: Utrum facere contra iniunctionem prelati sit mortale semper vel veniale, vel nullum peccatum, sicut facere contra simplicem admonicionem nullum est peccatum.

Quarto: Utrum in correctione venialium sit premissenda secreta admonicio, sicut in mortalibus peccatis.

Quinto tactum est de potestate prelatorum quoad temporalia ordinis quantum possunt, et utrum in hiis et aliis quibusdam expediret omnia declarari.

Ad primam questionem, quando queritur: utrum obligemur ad constituciones enucleando dicimus quod sancti patres spiritu Dei instructi tradiderunt regulas et observancias regulares et inseruerunt quedam in illis ad que tam forti vinculo sunt eorum professores obligati et ligati, quod transgrediendo peccant mortaliter<sup>3</sup>. Alia vero ad que minori vinculo sunt ligati, sed tamen transgrediendo peccant venialiter. Alia vero ad que tam modico vinculo sunt ligati quod transgrediendo in nullo peccant actu, nec mortaliter nec venialiter, quia sunt solum incitamenta quedam ad bonum; tamen possunt peccare utroque modo secundum intencionem iniungentis, si eis a suis maioribus iniungerentur illa observanda et transgredierentur. Et ad huiusmodi obligantur ad culpam non actu sed potencia, quia (p. 480) obediencia quam promittunt, habet in se talia virtute et potencia. Et ideo talis obligacio est minima, quia est secundum quid solum et non simpliciter. Est ergo triplex genus obligacionum professorum ad suas regulas et statuta. Magna quoad illa quorum transgressio est mortalis, minor quoad illa quorum transgressio est venialis, minima quoad illa quorum transgressio nullum est peccatum, sed potest esse si premissa obediencia hoc imponatur. Et est simile in Scriptura divina que dicitur lex a ligando. In illa enim preponuntur nobis quedam quorum transgressio est mortalis, quedam vero quorum transgressio est venialis, quedam vero quorum transgressio est nullum peccatum in se, sed tamen potest esse peccatum in casu, sicut apparet in consiliis multis. Propter quod oportet dicere quod sicut sunt ista in lege a Deo posita, scilicet divina, que sunt incitamenta ad bonum, et in casu potest eorum transgressio esse peccatum, eodem modo potest esse seu accidit in lege assumpta, scilicet in regulis et statutis patrum. Cum ergo quis facit obedienciam secundum regulam et statuta ordinis sui, directe obligat se ad obedienciam prelati, sed indirecte ad regulam.

<sup>3</sup> Cf. Humberti de Romanis, Opera de vita regulari, ed. J. J. Berthier, t. II., Romae 1889, 50; t. I, Romae 1888, 64.

et statuta secundum vim eorum, sicut iurans fidelitatem alicui domino secundum statuta patrie, directe obligat se domino, sed indirecte ad statuta secundum vim eorum, scilicet magis ad forcia et minus ad minora. Propter quod profitens sic non obligatur ad totam regulam, vel omnia statuta predicta prima obligatione solum, vel secunda solum, vel tertia solum, sed obligatur ad totum aliquo genere obligationis triplicis supradicte. Alioquin si obligaret se solum uno genere obligationis predictae, obligaret se secundum partem regule vel statutorum, et non secundum regulam vel statuta, quia regula et statuta secundum diversos articulos sui, diversas inducunt obligationes. Patet ergo quod omnes in quocumque ordine facientes obedienciam prelato secundum regulam et statuta ordinis sui obligantur ad regulam et statuta, et tamen non peccant actu semper, quamvis in casu peccare possent quando faciunt contra singula eorum que continentur in illis.

Quoniam autem dubietas posset esse apud nos (p. 481) que essent illa contra que faciendo non peccarent fratres, et huiusmodi dubietas facere posset multorum conscientias scrupulosas, provisum est apud nos per ordinis discrecionem circa hoc, per illam constitutionem que dicit « quod constituciones nostre non obligant nos ad culpam, nisi propter preceptum vel contemptum », et intelligitur de culpa actuali que contrahitur ex duabus primis obligationibus; nam ad culpam in potencia que est tertium genus obligationis nulla est constitutio que nos non obliget.

Si autem queritur quomodo potest quis iuste puniri pro eo quod non est culpa in actu, sicut habetur ex constitutione predicta, dicendum est quod duplex est offensa, alia in lege Dei, alia in lege humana, et utraque puniri habet in foro suo, prima scilicet in foro Dei, secunda in foro humano. Ubi autem nulla est culpa in Dei lege, numquam punitur aliquis in foro Dei. Sed tamen quod non est culpa in lege Dei, si sit culpa in lege humana, bene punitur in foro humano. Ut si quis contra statutum sue civitatis vadat sine lumine post campanam de nocte ex causa rationabili, quamvis non peccet in lege Dei, bene punitur in foro humano. Ita et frater qui offendit in statutis humanis, quamvis non peccet interdum in divinis, bene potest puniri in foro humano precipue cum a principio se subiecerit voluntarie istis legibus, et non inferatur pena omnino invito, quia et si modo non vellet puniri voluntate minus rationabili, tamen a principio rationabiliter tali statui se subiecit.

Si autem queratur quomodo cognoscitur tam in lege divina quam in regulis et statutis patrum, que sunt illa que obligant primo modo et que secundo et que tercio, potest dici sic: quedam inseruntur in scripturis que sunt precepta realiter et exprimuntur per verba precipiendi, ut cum dicitur in lege Dei: hoc est preceptum meum ut diligatis invicem sicut dilexi vos, et in statutis nostris cum dicitur: precipimus in virtute obediencie ut nullus discensiones etc. Quedam sunt precepta in re et non exprimuntur per verba precipiendi in lege Dei, ut cum dicitur: non mechaberis, et in Regula cum dicitur: preposito tamquam patri obediatur (p. 482); quedam autem preponuntur cum verbo

precipiendi, sed in veritate non sunt precepta secundum intencionem loquentis ut videtur Marc. VII, [36] ubi dicitur quod quanto plus precipiebat tanto plus faciebant contrarium, predicando eum; quis enim audeat hoc dicere in hoc fuisse peccatum mortale! et ideo oportet dicere quod non erat eius intencio precipere. Ita estimandum est in verbis Augustini qui dicit: hec igitur sunt que observanda precipimus in monasterio etc. Quomodo enim vir Dei, plenus Spiritu sancto et discretione, intenderet singulos articulos Regule ponere sub precepto! Dicendum quod non intelligebat omnia esse precepta realiter. Alia vero sunt que non sunt precepta realiter nec in modo, sed sunt incitamenta ad bonum, ut est illud: « omni petenti te tribue » in lege divina, et in regula Augustini: « carnem vestram domate ieiuniis » etc. Rationis igitur bene disposite est considerare quis loquitur et de quo et quibus loquitur et ad quid, et ad huiusmodi circumstancias, et ex hiis elicere iudicium de verbo proposito utrum sit preceptum vel non, utrum obliget in aliquo vel in nullo. Et hec sunt que nobis videntur respondenda ad primam questionem, et ad illa que circa illam solent esse causa dubitationis.

Ad secundam questionem quando queritur: utrum admoniciones capitulorum durent ultra annum sive solum per annum, dicimus quidem quod ponere quod non durent nisi per annum erroneum est et fortassis adinvenio illorum quibus placent libertates contrarie discipline. Si enim dicitur quod non durant ultra annum propter potestatem diffinitorum que expiravit, ergo non durabunt, soluto capitulo, cum tunc statim eadem potestas expiret. Item eadem ratione non durarent constitutiones facte per tria capitula ultra tres annos vel quatuor et deinceps, propter expirationem huius potestatis. Item secundum rationem hanc non possent diffinitores ordinare quod durante tribulacione tartarorum dicerentur quolibet anno tres misse in conventu quolibet pro tali tribulacione si duraret ultra annum, quod est absurdum.

Propter quod dicimus quod durant admoniciones capitulorum tam generalis quam provincialis secundum intencionem diffinitorum condencium eas expressam, vel presumptam. Expressam ut cum dicunt: fiat hoc vel illud usque ad tale tempus; presumptam ut cum ex certa causa ordinant aliquid, presumitur probabiliter quod intendunt (p. 483) quod, cessante causa, debeat cessare illa ordinacio, ut si dicatur: quilibet frater dicat cotidie talem oracionem pro tribulacione tartarorum, probabile est quod intendunt istam ordinacionem durare donec tribulacio cessaverit, quamvis hoc non exprimat in verbo. Si vero nec tempus exprimat nec presumptio sit quod velint admonicionem durare ad tempus, quia causa admonicionis videtur esse perpetua, ut si dicant: fratres non cantent in falsa voce, cum <sup>4</sup> tamen causa huius admonicionis scilicet gravitas religionis, sit perpetua, tales admoniciones durant semper per vim admonicionis quousque revocentur. Cause vero huius duracionis sunt tres. Prima est quia huiusmodi ordinaciones admonicionum facte pro

<sup>4</sup> Cum *add. marg. R.*

communi bono universitatis, licet non sint ratione constitutiones, tamen sapiunt naturam constitutionis in multis. Ideo ad instar constitutionis iudicandum est de illis, ex quo contrarium non invenitur, que non expirant cum constituentibus.

Secunda est quia diffinitores electi quod faciunt, faciunt auctoritate illorum a quibus eliguntur; expirante autem eorum potestate durat adhuc ordo qui diffinitores generalis et provincialis capituli statuit eligi sub certis formis. Et ideo quod auctoritate istorum adhuc durantium factum est, durat, sicut facta legatorum durant auctoritate pape, recedentibus ipsis de provincia.

Tercia ratio est, quia constitutio dicit quod habeant omnia pertractare; que ergo pertractant, vim habent a constitutione. Ipsa autem constitutio durat expirante eorum potestate; et ideo quod faciunt et ordinant durat, quia vim habet a constitutione durante, et ideo tam ratione admonitionum, que naturam sapiunt constitutionum in multis, quam ratione eorum quorum auctoritatem et vices gerunt condentes admoniciones, quam ratione constitutionis expresse, que eis potestatem tribuit, durant admoniciones capitulorum secundum intencionem diffinitorum quousque revocentur.

Ad illud autem quod dicunt quidam quod secundum hoc erit per lapsum temporis iugum intolerabile tanta multitudo admonitionum, potest responderi quod non debet hoc intolerabile reputari. Primo quia admonicio de sui natura non obligat ad peccatum. Secundo quia ubi admonicio universalis continet aliquid grave pro loco vel tempore vel causa, per beneficium dispensacionis maiorum<sup>5</sup> potest temperari in casu, quod intelligo posse fieri non solum per magistrum et priores provinciales, sed etiam per conventuales, et (p. 484) precipue ubi credunt probabiliter quod diffinitores in tali casu non debuerunt velle observari quod monuerunt. Tercio quia potest procurari revocacio quolibet anno et de facili si expediens videatur. Quarto, quia multe de istis admonicionibus per lapsum temporis transeunt in oblivionem quod Ordo non multum reprobatur eo quod non apponit efficacis consilium ad contrarium. Nec credo huiusmodi oblivionem imputari peccatum alicui, nisi forte affectanti, vel ipsam prolatam indulgentiam incurrenti. Quinto quia quod isti subponunt est falsum indubitanter. Non enim est futura admonicionum intolerabilis multitudo sicut ipsi timent: et dum hoc mihi constat qui collegi fere omnes admoniciones capitulorum generalium ab inicio ordinis, et multorum capitulorum provincialium, et tamen vix continent tria folia, et continentur in illis fere omnia quecumque possunt admoneri circa bonum statum ecclesie. Et que de novo videntur induci, pro magna parte sunt renovationes eorum que continentur in illis, que moderni nesciunt, et antiqui oblivioni tradiderunt. Ex hiis ergo patet quod multitudo admonicionum quam expavescent non est futura; et si aliquid est in eis quod grave videatur, sunt remedia ad hoc multa, quapropter toleranda sunt. Quod si qui non faciunt,

<sup>5</sup> maiorum *add.* R. numerorum.

conquerantur de mala dispositione mentis sue, que eis facit grave, quod menti bene disposite leve videtur.

Adhuc certum est quod huiusmodi admoniciones valde sunt necessarie pro communi bono et statu universitatis fratrum; per has enim edocentur minus discreti per discretionem maiorum, quid sit in multis cavendum, et quid faciendum. Item datur auctoritas minoribus prelati circa multa bona, ut ea faciant observari, que propria auctoritate non auferent, quamvis scirent esse facienda. Item quamvis ad plenum non serventur ab omnibus huiusmodi admoniciones, tamen certum est quod innumerabilia mala et dissolutiones crevisset et introducte fuissent in ordine que non sunt hodie, et multus decor religionis, qui est hodie in ordine, non esset ibi, si non emanassent huiusmodi admoniciones a capitulis. Cum ergo propter istas et multas alias causas rationabiles valde sint universitati necessarie, debent quicumque sunt (p. 485) de universitate, etiam cum suo gravamine, hoc pacienter ferre; quod si non fecerint, non est tamen propter eorum murmur dimittendum bonum commune. Quis enim est civis qui aliquando propter bonum commune sue civitatis non sustineret aliquod grave voluntarius vel invitus!

Item ad illud quod opponitur a quibusdam contra, videlicet quod si durant et obligant, nimis est grave, si autem non obligant iniuste puniuntur fratres pro illorum transgressione, dicimus quod de sui natura non obligant ad culpam sed propter <sup>6</sup> contemptum bene possunt obligare. Racio enim bene <sup>7</sup> disposita bene iudicat quod contempnere admoniciones maiorum non est sine culpa et per consequens bene potest puniri. Si vero talia omittantur sine contemptu, quamvis non incuratur culpa, nichilominus puniri possunt in foro humano, sicut iam dictum est de transgressione constitutionum que non obligant nos ad culpam.

Ad illud quod quesitum est tercio: utrum omnis iniunctio prelati habeat vim precepti, dicimus quod non. Iniunctio enim de sui natura medium tenet inter simplicem admonicionem et preceptum, ut patet ex mente iniungentis. Secundum enim omnem usum quo solent uti prelati hoc verbo cum iniungunt temperant se prelati ad precipienda, et tamen aliquid plus intendunt quam simpliciter admonere. Quare patet quod iniunctio tenet medium. Unde cum sit medium, dicendum est quod sicut ex transgressione admonicionis simplicis nullum nascitur peccatum, ex transgressione vero precepti nascitur mortale, ita, ex transgressione iniunctionis nascitur medium scilicet veniale, quod non est mortale nec nullum, immo medium quod est supra nullum et citra mortale, quemadmodum supra dictum est, quod in scripturis quedam nobis proponuntur quorum transgressio inducit nobis mortale, quedam quorum transgressio nullum inducit peccatum, quedam quorum transgressio inducit peccatum veniale. Ita ex ore prelati quedam egrediuntur quorum trans-

<sup>6</sup> ad R B .

<sup>7</sup> bene B, om. R.

gressio inducit mortale scilicet preceptorum, quedam quorum transgressio nullum inducit peccatum scilicet verba simpliciter monitoria si non amisceatur contemptus, quedam quorum transgressio inducit veniale, et hec sunt iniunctiones<sup>8</sup> de sui natura.

Si ergo queratur de (p. 486) illo qui transgreditur iniunctionem, utrum sit inobediens ex hac transgressione, dicimus quod non, quia inobediencia proprie accepta est transgressio precepti, quod non facit iste, quia iniunctio non importat preceptum. Sed si iterum queratur an sit obediens propter hoc, dicimus quod non, quia non facit quod iniungitur ei. Si ergo queratur quomodo ergo est, dicimus quod est non obediens quoad hoc quia non exercet actum virtutis obediencie in hoc. Sed non sequitur: est non obediens, ergo est inobediens. Obediencia enim ponit actum virtutis que est in medio, inobediencia autem vicii quod est in extremo. Sicut ergo non sequitur: istud non est in centro, ergo est in circumferencia, quia aliud est medium inter ista, ita et hic. Et est simile in locutione ociosa; in loquendo enim sic<sup>9</sup> non est obediens legi Dei, quia numquam dicitur sic faciendum et tamen non est inobediens in hoc, quia non facit contra aliquod preceptum legis Dei. Et tamen in hoc non est obediens. Patet ergo ex iam dictis quod faciens contra iniunctionem, peccat venialiter et non mortaliter.

Si opponatur quod faciens contra iniunctionem non peccat nisi racione voti precedentis quo se obligavit, facere autem contra votum est semper mortale, ergo vel in nullo peccat, scilicet si non facit contra votum vel peccat mortaliter contra votum, dicendum est quod facere contra votum dicitur dupliciter sicut facere contra preceptum. Uno enim modo dicitur contra preceptum facere, hoc est facere precepto contrarium et hoc est mortale. Alio modo dicitur facere contra preceptum, hoc est facere aliquid quod disponit ad contrarium precepti et hoc est veniale, sicut ad sanitatem dicitur aliquid contrarium dupliciter; scilicet vel morbus contrarius sanitati vel cibus disponens ad morbum contrarium sanitati. Ita facere contra votum, id est contrarium voto, semper est mortale et sic facit religiosus qui facit contrarium precepto prelati sui; facere vero contra votum, id est aliquid quod disponat ad contrarium voti, non semper est mortale, sed potest esse veniale; et sic [facit religiosus qui] facit contra iniunctionem prelati. Et sic patet quod faciens contra iniunctionem facit contra votum uno modo, nec tamen peccat nisi venialiter.

Sciendum tamen quod licet faciens contra iniunctionem prelati peccet, non tamen nisi venialiter quantum est de mera natura iniunctionis; tamen tanta posset esse presumptio ex diversis circumstantiis de intencione aut modicitate voluntatis iniungentis quod peccaret mortaliter, vel in nullo peccaret (p. 487) sicut supra dictum est, quod quando aliquid proponitur sub verbo

<sup>8</sup> iniunctiones *B*, admoniciones *R*.

<sup>9</sup> sicut *R B*.

precepti, facere contra quandoque nullum est peccatum, quandoque est mortale secundum varias presumptiones de intencione loquentis.

Ad illud quod quarto queritur: utrum in denunciacione vel ac[c]usacione circa venialia sit necessario premissenda caritativa admonicio sicut in mortalibus, dicimus quod quedam sunt venialia que oriuntur ex corruptione nature et ista sunt quasi inevitabilia, saltem in genere. Talia autem sunt motus subre[p]tivi, et negligencia in divino officio, tarditas ad signa, evagacio sensuum, indisciplina lingue et similia. Huiusmodi autem venialia non habent secum infamiam, alioquin omnes viri sancti quantumcumque essent perfecti fuissent infames, quia talibus multis carere non possunt, etiam una die, quia sepcies hoc modo cadit iustus in die. Racio autem quare non inducunt infamiam est, quia ea que sunt a natura non habent vituperium, et ideo cum ista sint a natura licet corrupta, sive a libero arbitrio mediante huiusmodi corruptione nature, non inducunt infamiam que est privacio fame, licet forte famam possent in aliquo maculare. Alia vero sunt venialia que oriuntur ex libidine, sive a libero arbitrio mediante libidine. Et cum omnia venialia sint dispositiva ad mortale, prima sunt dispositio remota, sed ista sunt dispositio valde proxima secundum intencionem libidinis, ut quandoque dubitetur de talibus utrum sint mortalia vel venialia. Talia sunt mentiri, detrahere, adulari, ingurgitari et similia. Huiusmodi vero venialia inducunt infamiam, tum quia oriuntur ex libidine propria, tum quia ingerunt suspicionem de mortali, tum quia evitari possunt, et in genere et in particulari, et ideo non possunt excusari per aliquod genus necessitatis. Unde talia raro solent committi a bonis viris, quasi numquam; contrarium est<sup>10</sup> in primo genere venialium.

Hiis ergo notatis, dicimus quod ordo correctionis qui servatur in mortalibus, servandus est in venialibus secundi generis, precipue ubi sunt talia que probabiliter coniecturam ingerunt de mortali. Tota enim ratio illius ordinis ex infamia surgit, procedente ex publicatione peccati, ad quam non est procedendum aliquatenus antequam per admonicionem secretam correctio attemptetur. Et huius sunt tres cause, scilicet utilitas (p. 488) correcti, utilitas corrigentis et utilitas communis. Cum enim aliquis peccat secreto, et peccatum eius<sup>11</sup> publicatur obmissa correctione secreta, amittit quandoque verecundiam, et plus induratur, sicut dicit glosa<sup>12</sup> super illo verbo «corripe eum inter te et ipsum». Item ex huiusmodi publicatione provocatur frequenter correctus contra correctorem, reputans eum sibi iniuriari, peccatum secretum ipsius publicando. Item peccata quando sciuntur magis nocent communitati audiencium propter scandalum et malum exemplum, quod inde nascitur. Patet ergo quod publicacio peccati ante caritativam admonicionem est

<sup>10</sup> *ms.* contraria sunt.

<sup>11</sup> et peccatum suum *B, om. R.*

<sup>12</sup> Cf. Biblia sacra cum glossa interlineari, ordinaria et Nic. Lyrani Postilla, V, Venetiis 1588, 56<sup>v</sup>.

damnosa peccanti et corrigenti et omnibus audientibus. Et ideo non est ad hanc procedendum nisi incorrigibilitas correcti secreto hoc requirat. Et hoc totum surgit ex natura infamie. Cum ergo eadem sit causa in venialibus peccatis que inducunt infamiam, idem est observandum in illis de caritativa admonicione quod in mortalibus. Et hoc manifeste innuit Augustinus in Regula ubi dicit quod circa oculi petulantiam, que non semper est mortalis sed ut frequenter est de genere secundo venialium, debet observari ordo huiusmodi correctionis.

Sciendum tamen est quod processus ad publicacionem talium, obmisso tali ordine, posset esse maius vel minus peccatum secundum infamie quantitatem. Porro in venialibus primi generis non est eadem causa, scilicet infamia, et ideo non requiritur in eisdem ordo correctionis predictæ. Preterea venialia primi generis ut frequenter sunt manifesta et raro occulta; huiusmodi autem ordo non requiritur nisi in occultis. Unde glosa<sup>13</sup> super illo verbo: « si peccaverit in te frater tuus » etc., id est te solo sciente. Item sunt in tanto numero et tam frequenter committuntur quod quasi impossibile esset super quolibet admonere secreto, et sic periret correctio eorum in publico. Item ex correctione istorum cum fit in publico, sequitur multa utilitas astancium cum vident minima non negligi, sed discrete corrigi et puniri. Propter que et alia multa liquet quod in istis venialibus non requiratur huiusmodi ordo in correctione.

Rationes vero que probant quod in venialibus sit idem ordo servandus<sup>14</sup>, concedende (p. 489) sunt quoad venialia secundi generis. Si vero quis eas velit extendere ad venialia primi generis, verbi gratia levior terciaria leviori pocione curanda est. Si autem morbi et remedia sunt diversi generis, non est vera universaliter; immo quandoque levior morbus e crescencia carnis impeditus, debet curari adustione, licet sit levior morbus quam acuta [terciana] que curatur quandoque per procuratum sudorem. Et hoc est quia curacio fit per competens remedium. Unde nichil ad rem, sive sit levius sive sit forcius, dummodo habeat competentem eff[ic]aciam ad curandum. Ad secundum dicendum quod hec est falsa, scilicet quod ille qui ac[c]usatur de venialibus, obmissa caritativa admonicione, non deberet velle hoc sibi fieri; immo deberet hoc bene velle. Ad terciam dicendum iterum quod hec est falsa, quod huiusmodi ac[c]usacio de venialibus quoad ista est occasio scandali et turbacionis; hoc enim non est verum de huiusmodi venialibus, sed de aliis potest esse verum. Ad quartam dicimus quod huiusmodi correctio circa talia venialia est utilior et efficacior, quia per ipsam verecundiam et vexacionem efficacius corrigitur in istis, quam per secretam admonicionem; et ideo fidelis amicus, qui querere debet, non quod levius est, sed quod utilius proximo, sic debet intendere. Ad quintam dicimus quod si per huiusmodi accusacionem minuitur in aliquo

<sup>13</sup> Cf. note 12.

<sup>14</sup> servandus *B, om. R.*

vel saltem maculatur fama ac[c]usati, tamen tanta est utilitas communis huiusmodi ac[c]usacionum pro bono religionis quod non est hoc bonum dimittendum propter illud; nec fit iniuria aliqua ac[c]usato, quia quicquid fit in hac parte, fit pro bono, et utiliter geritur eius negocium. Insuper et ipse voluntarie tali statui se subiecit.

Ad illud quod ultimo tactum est de potestate prelatorum quoad temporalia, dicendum quod istud non potest uniformiter diffiniri. Secundum enim varias consuetudines et facultates domorum et causas distractionis potest plus vel minus prelatus in talibus, hoc salvo quod graviter non potest ledere condicionem conventus preter assensum eius, (p. 490) nec stulte expendere sine causa rationabili bona ipsius. Cavendum etiam est prelato ne unquam utatur in talibus plenitudine potestatis, quia nec Deus hoc fecit unquam, nec Apostolus utebatur potestate sua propter infirmitatem aliorum. Porro circa hec et similia multa, declarare omnia, quecumque occurrunt, non expedit nec fieri potest bono modo, quia circa omnes casus non potest esse certa diffinicio, sicut nec ars circa singularia. Sed cum oriuntur casus, sunt ideo per racionem determinandi, sicut fit in casibus orientibus in iure per decretales. Insuper expedit quedam magis relinquere indeterminata quam declarare, ubi non cogit necessitas urgens<sup>15</sup>, exemplo Domini qui multa que habebat dicere dimisit, quia non poterant a quibusdam portari.

Illud tamen sciat vestra dilectio quod nos, cum vacat, libenter studemus circa quedam que ad nostram religionem pertinent, et iam circa regulam et constitutiones nostras quedam expeditivimus. etc.<sup>16</sup>.

Expliciunt questiones circa statuta ordinis fratrum predicatorum.

<sup>15</sup> urgens *B*, ventas *R*.

<sup>16</sup> Suivait sans doute la salutation finale au destinataire de l'épître.